

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

ATMO OCCITANIE

PARC DE LA MEDITERRANEE
10 RUE LOUIS LÉPINE
34470 PEROLS

Mesdames, Messieurs les Membres de l'association ATMO OCCITANIE,

I- OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ATMO OCCITANIE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II- FONDEMENT DE L'OPINION

a) *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

b) *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

III- OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Subventions à recevoir » de l'annexe des comptes annuels concernant la nouvelle méthode de comptabilisation des subventions pluriannuelles.

IV- JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

- Les subventions d'exploitation, dont le montant figure au compte de résultat du 31 décembre 2024 pour 4 043 871 euros, sont évalués selon les modalités décrites dans les notes « Subventions à recevoir » et « Subvention de l'exercice » de l'annexe.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier la correcte application de cette méthode et nous avons vérifié la régularité de la comptabilisation des subventions en termes de réalité, d'exhaustivité et de rattachement à l'exercice.

- Les fonds dédiés, dont le montant figure au bilan du 31 décembre 2024 pour 849 219 euros, sont évalués conformément aux modalités décrites dans la note « Suivi des fonds dédiés et subventions » de l'annexe.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier la correcte application de cette méthode et nous nous sommes assurés du caractère raisonnable des hypothèses retenues et des évaluations qui en résultent.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

V- VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres.

VI- RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

VII- RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie

significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.



Fait à TOULOUSE,

LE COMMISSAIRE AUX COMPTES
FID SUD AUDIT

Signé par Thomas Lamarche
Le 27/05/2025

ID: tx_dDMe8GDvO7yb

Thomas LAMARCHE
Commissaire aux comptes



BILAN ACTIF

	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement	211 932	211 932		198
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	469 722	409 745	59 977	32 733
Immobilisations incorporelles en cours	44 987	44 987	(0)	(0)
Avances et acomptes				23 934
Immobilisations corporelles				
Terrains	140 000		140 000	140 000
Constructions	3 044 885	891 438	2 153 446	1 061 257
Installations techniques, matériel et outillage industriels	8 683 419	5 900 819	2 782 600	2 173 029
Immobilisations corporelles en cours	230 709		230 709	
Autres	1 848 714	1 553 722	294 992	307 055
Avances et acomptes				13 356
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés	11 031		11 031	
Prêts	3 333		3 333	3 333
Autres	40 108		40 108	48 328
TOTAL I	14 728 840	9 012 644	5 716 196	3 803 222
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	144 757	9 586	135 171	119 798
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	188 039		188 039	575 538
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	3 114 099		3 114 099	2 662 285
Valeurs mobilières de placement	2 400 000		2 400 000	1 906 228
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	764 336		764 336	1 418 910
Charges constatées d'avance	62 683		62 683	46 858
TOTAL II	6 673 914	9 586	6 664 328	6 729 618
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Écarts de conversion Actif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	21 402 754	9 022 230	12 380 524	10 532 840



BILAN PASSIF

	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	381 122	381 122
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	486 148	486 148
Autres		
Report à nouveau	1 232 005	1 159 248
Excédent ou déficit de l'exercice	(190 450)	72 757
Situation nette (sous total)	1 908 825	2 099 275
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	6 038 880	5 129 561
Provisions réglementées		
TOTAL I	7 947 705	7 228 836
AUTRES FONDS PROPRES		
TOTAL I bis		
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	849 219	1 363 310
TOTAL II	849 219	1 363 310
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL III		
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	868 704	411 897
Emprunts et dettes financières diverses	21 007	25 881
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	279 718	300 200
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	570 822	679 799
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	369 444	211 068
Autres dettes	690	2 181
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	1 473 216	309 668
TOTAL IV	3 583 600	1 940 694
Ecarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GÉNÉRAL (I + I bis + II + III + IV + V)	12 380 524	10 532 840



COMPTE DE RESULTAT EN LISTE

	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	152 240	162 828
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	25 010	23 400
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service		
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	4 043 871	4 074 243
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	25 381	23 752
Utilisations des fonds dédiés	1 363 310	1 687 814
Autres produits	776 481	731 705
TOTAL I	6 386 293	6 703 741
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	192 383	166 968
Variation de stock	(24 959)	(36 465)
Autres achats et charges externes	1 631 904	1 532 195
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	273 179	235 562
Salaires et traitements	2 059 303	1 962 377
Charges sociales	819 261	865 698
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	806 291	739 447
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés	849 219	1 363 310
Autres charges	3 150	1 303
TOTAL II	6 609 730	6 830 394
1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	(223 437)	(126 653)
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	58 709	33 106
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	58 709	33 106
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	12 695	8 311
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	12 695	8 311
2. RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	46 014	24 795



COMPTE DE RESULTAT EN LISTE - SUITE

	Exercice N	Exercice N-1
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	(177 423)	(101 858)
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		29 662
Sur opérations en capital	1 500	145 000
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	1 500	174 662
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
Sur opérations de gestion	32	48
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL VI	32	48
4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	1 468	174 614
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	14 495	
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	6 446 502	6 911 509
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	6 636 952	6 838 753
EXCEDENT OU DEFICIT	(190 450)	72 756
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat	55 000	53 500
TOTAL	55 000	53 500
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole	55 000	53 500
TOTAL	55 000	53 500

Préambule

Atmo Occitanie est l'Observatoire agréé pour assurer la surveillance de la qualité de l'air en région Occitanie et fait partie de la fédération ATMO France.

Deux établissements situés en Occitanie :

Agence de Montpellier (siège social) : 10 rue Louis Lépine – 34470 PEROLS (n°siret : 308 599 703 00029)

Agence de Toulouse : 10Bis chemin des Capelles – 31300 TOULOUSE (n°siret : 308 599 703 00037)

Atmo Occitanie a pour principale mission de mettre en œuvre la surveillance de la qualité de l'air sur l'Occitanie et de fournir une information fiable et régulière au public et aux autorités.

Afin de garantir une indépendance et une totale transparence de ses activités, les membres d'Atmo Occitanie sont répartis sur 4 collèges : - Etat - Collectivités territoriales - Acteurs économiques - Associations et personnalités qualifiées. Les 4 collèges ont tous le même pouvoir décisionnel.

Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement spécifique n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable et les applications des particularités du guide méthodologique comptable des AASQA.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Pour l'application de ces règlements, l'entité a choisi la méthode prospective.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constituées de leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement), des coûts directement attribuables à ces immobilisations en vue de leurs utilisations envisagées.

Les immobilisations incorporelles sont constituées de :

- logiciels, qui font l'objet d'un amortissement linéaire sur une période de 2 à 5 ans,
- frais de conception et d'amélioration du site internet, sont amortis sur 2 ans.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),
- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation ou de la durée d'usage prévue :

- Logiciels : 1 à 5 ans
- Construction : 10 à 40 ans
- Agencement et aménagement des constructions : 7 à 10 ans
- Matériels et outillages : 3 à 10 ans
- Matériels de transport : 5 à 7 ans
- Mobilier : 5 à 10 ans.

Les durées d'usage de la profession ont été déterminées conformément au Guide méthodologique Comptable du 19/10/2005 des AASQA.

Pièces Détachées

Au 31/12/2024, sa valeur brute est de 144 757 €.

Une provision pour dépréciation a été constatée pour un montant de 9 586 €.

Acquisition Immeuble

Atmo Occitanie a acquis, en date du 25 septembre 2024, un bâtiment situé à Pérols (34470) pour un montant de 1 181 k€.

Un emprunt de 480 k€ a été contracté pour financer, en partie, cette acquisition.

Cette acquisition s'inscrit dans une stratégie de réduction des charges immobilières. Des travaux de rénovation seront à prévoir afin de mettre le bâtiment en conformité avec les normes en vigueur.

Travaux immobiliers en cours

Une extension des locaux situés à Toulouse a débuté en septembre 2024.

Ce projet a été approuvé par le Conseil d'Administration du 15 décembre 2023 pour un montant de 750 k€.

Au 31/12/2024, les travaux engagés et payés s'élèvent à 231 k€ et sont comptabilisés dans les immobilisations en-cours.

Immobilisations

ATMO OCCITANIE

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 16/05/25



RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, création virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement	211 932		
Autres immobilisations incorporelles	466 863		47 847
TOTAL immobilisations incorporelles :	678 794		47 847
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains	140 000		
Constructions sur sol propre	1 265 029		1 180 663
Constructions sur sol d'autrui	552 745		10 628
Constructions installations générales	35 819		
Installations techniques et outillage industriel	7 518 155		1 165 264
Installations générales, agencements et divers	231 428		
Matériel de transport	466 537		50 463
Matériel de bureau, informatique et mobilier	1 025 255		58 584
Emballages récupérables et divers	68 109		
Immobilisations corporelles en cours			230 709
Avances et acomptes	37 290		
TOTAL immobilisations corporelles :	11 340 367		2 696 311
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			11 031
Prêts et autres immobilisations financières	51 661		10 000
TOTAL immobilisations financières :	51 661		21 031
TOTAL GÉNÉRAL	12 070 822		2 765 189

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légalés
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement			211 932	
Autres immobilisations incorporelles			514 710	
TOTAL immobilisations incorporelles :			726 641	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains			140 000	
Constructions sur sol propre			2 445 692	
Constructions sur sol d'autrui			563 373	
Constructions installations générales			35 819	
Install. techn., matériel et out. industriels			8 683 419	
Inst. générales, agencements et divers			231 428	
Matériel de transport			517 000	
Mat. de bureau, informatique et mobil.		46 649	1 037 190	
Emballages récupérables et divers		5 012	63 097	
Immobilisations corporelles en cours			230 709	
Avances et acomptes		37 290		
TOTAL immobilisations corporelles :		88 951	13 947 727	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations mises en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés			11 031	
Prêts et autres immo. financières		18 220	43 441	
TOTAL immobilisations financières :		18 220	54 472	
TOTAL GÉNÉRAL		107 171	14 728 840	

Amortissements

ATMO OCCITANIE

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 16/05/25



SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement.	211 734	198		211 932
Autres immobilisations incorporelles	434 130	20 603		454 733
TOTAL immobilisations incorporelles :	645 864	20 801		666 664
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre	349 902	63 972		413 873
Constructions sur sol d'autrui	423 742	31 756		455 498
Constructions installations générales	18 693	3 374		22 067
Installations techn. et outillage industriel	5 345 126	555 693		5 900 819
Inst. générales, agencements et divers	231 428			231 428
Matériel de transport	371 235	30 692		401 927
Mat. de bureau, informatique et mobil.	881 610	90 418	51 661	920 367
Emballages récupérables et divers				
TOTAL immobilisations corporelles :	7 621 736	775 904	51 661	8 345 980
TOTAL GÉNÉRAL	8 267 600	796 705	51 661	9 012 644

VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles			
TOTAL immobilisations incorporelles :			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel			
Installations générales, agencements et divers			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier			
Emballages récupérables et divers			
TOTAL immobilisations corporelles :			
Frais d'acquisition de titres de participations			
TOTAL GÉNÉRAL			

ENGAGEMENT POUR INDEMNITES DE FIN DE CARRIERE

Un contrat **IFC (Indemnités de fin de carrière)** est ouvert auprès de **ARIAL CNP ASSURANCES**.

Au 31/12/2024, la dette actuarielle s'élève à **320 400 €**.

Le montant couvert par le contrat est de 263 065 €.

Les indemnités sont comptabilisées au bilan en charges à payer par un compte de charges de personnel, à raison de la nature du contrat souscrit. Le compte de charges a été diminué de 99 938 € pour ramener au niveau de la dette actuarielle.

Le calcul de réactualisation du passif social prend en considération :

- Age de départ à la retraite : 64 ans
- Taux de charges sociales à la charge de l'association : 50 %
- Taux d'évolution des salaires inflation comprise : + 2%
- Taux d'actualisation (net d'inflation) : 3.35 %
- Table de mortalité : INSEE 2024
- Rotation du personnel dégressive en fonction de l'âge du salarié (de 20.00 % à 0.00% dégressif selon ancienneté)
- Convention collective : Bureaux d'études techniques

ENGAGEMENTS HORS BILAN

Emprunts immobilier :

- **Montant emprunté : 563 181 €**

Au 31/12/2024, le montant du **capital restant dû** s'élève à **383 155 €**

Le montant des intérêts courus non échus est de **623 €**

Une caution personne morale pour un montant de 204 422 € est souscrite auprès de la Compagnie Européenne de garantie et cautions.

- **Montant emprunté : 480 000 €**

Au 31/12/2024, le montant du **capital restant dû** s'élève à **480 000 €**

Le montant des intérêts courus non échus est de **4 926 €**

Inscription d'une hypothèque légale spéciale au profit du prêteur de fonds.

Provisions Inscrites au Bilan

ATMO OCCITANIE

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 16/05/25



RUBRIQUES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
Prov. pour reconstitution des gisements Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30% Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				

Provisions pour litiges Prov. pour garant. données aux clients Prov. pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pertes de change Prov. pour pensions et obligat. simil. Provisions pour impôts Prov. pour renouvellement des immo. Provisions pour gros entretien et grandes révisions Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer Autres prov. pour risques et charges				
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES				

Prov. sur immobilisations incorporelles Prov. sur immobilisations corporelles Prov. sur immo. titres mis en équival. Prov. sur immo. titres de participation Prov. sur autres immo. financières Provisions sur stocks et en cours Provisions sur comptes clients Autres provisions pour dépréciation				9 586
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION				9 586

TOTAL GÉNÉRAL				9 586
----------------------	--	--	--	--------------

SUBVENTIONS A RECEVOIR

Conformément aux normes comptables applicables, les subventions sont comptabilisées dès leur notification d'octroi.

Jusqu'à présent les subventions pluriannuelles n'étaient enregistrées que pour la part afférente à l'exercice en cours.

À compter du 1er janvier 2024, une nouvelle méthode est appliquée afin de refléter les engagements de signature des conventions : les subventions pluriannuelles sont comptabilisées sur l'ensemble de la durée de la convention de partenariat.

La part correspondant à la période postérieure au 31 décembre 2024 fait l'objet d'un produit constaté d'avance. Cet engagement futur s'élève à 1 261 160 €.

A la clôture de l'exercice, le **montant des subventions octroyées mais non encore perçues** s'élevait à 3 070 369 €, et se ventilait de la façon suivante :

Investissement : 502 995 €

Exploitation : 2 567 374€ (dont 1 261 160 € en produits constatés d'avance)

Solde au 31/12/2024 : 3 070 369 €

SUBVENTION DE L'EXERCICE

Subventions d'investissements octroyées en 2024 : 1 105 749 €

Subventions d'investissement issues de la **TGAP** affectées en complément de financement : 606 644 €

Part des subventions d'investissements reprises au résultat : 773 429 €

Subventions de fonctionnement comptabilisées en 2024 : 4 043 871 €

État des Créances et Dettes

ATMO OCCITANIE

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 16/05/25



ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2)	3 333		3 333
Autres créances immobilisées	40 108		40 108
TOTAL de l'actif immobilisé :	43 441		43 441
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Usagers	188 039	188 039	
Personnel et charges sociales à récupérer	300	300	
État et autres collectivités publiques	3 100 670	3 100 670	
Confédération, Fédération, Asso. & organismes apparentés	8 364	8 364	
Débiteurs divers	4 765	4 765	
TOTAL de l'actif circulant :	3 302 138	3 302 138	

TOTAL GÉNÉRAL	3 345 579	3 302 138	43 441
----------------------	------------------	------------------	---------------

(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice
(2) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes financières divers	868 704	58 462	227 034	583 208
Dettes sur immo. et comptes rattachés	369 444	369 444		
TOTAL :	1 238 147	427 905	227 034	583 208
Fournisseurs et comptes rattachés	279 718	279 718		
Usagers avances reçues				
Dettes relatives au personnel	526 710	526 710		
État et autres collectivités publiques	44 111	44 111		
Conf., Fédération, Asso. & organ. appar	21 007	21 007		
Autres dettes	1 473 906	970 223	503 683	
TOTAL :	2 345 453	1 841 769	503 683	

TOTAL GÉNÉRAL	3 583 600	2 269 675	730 717	583 208
----------------------	------------------	------------------	----------------	----------------

Charges et Produits Constatés d'Avance

ATMO OCCITANIE

FDSUD AUDIT

COMMISSAIRE AUX COMPTES

CS 58541 - 5 rue Saint-Pantaléon

31685 TOULOUSE Cedex 6

01/01/24

au 31/12/24

16/05/25

Période du

Edition du

RUBRIQUES	Charges	Produits
Charges ou produits d'exploitation	62 683	1 473 216
Charges ou produits financiers		
Charges ou produits exceptionnels		
TOTAL	62 683	1 473 216

Au 31/12/2024,
Les charges constatées d'avance s'élèvent à 62 683 €.
Les produits constatés d'avance s'élèvent à 1 473 216 € (TGAP: 110 400€; Subevntions : 1 261 160 €, Divers : 101 656 €).
Les subventions de fonctionnement ont été comptabilisées sur la période restante à courir.
Un produit constaté d'avance a été constaté pour la part des subventions correspondant aux exercices postérieurs à 2024.

ATMO OCCITANIE

cu
du

01/01/24 au 31/12/24
CS 58541 - 5 rue Saint-Pantaléon
16705/25

FDSUD AUDIT
COMMISSAIRE AUX COMPTES

COMMISSAIRE AUX COMPTES

TOTAL	17 942
-------	--------

Au 31/12/2024, il est constaté 17 942 € de factures à établir



VARIATION DES FONDS PROPRES

	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise	381 122				381 122
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	486 148				486 148
Report à nouveau	1 159 248		72 757		1 232 005
Excédent ou déficit de l'exercice	72 757	(190 450)		72 757	(190 450)
Situation nette	2 099 275	(190 450)	72 757	72 757	1 908 825
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	5 129 561		1 764 054	854 735	6 038 880
Provisions réglementées					
TOTAL	7 228 836	(190 450)	1 836 811	927 492	7 947 705



Les **fonds dédiés** sont les rubriques du passif qui enregistrent à la clôture de l'exercice la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'ont pu encore être utilisés conformément à l'engagement pris à leur égard.

A la clôture de l'exercice, le montant de ces engagements s'élève à **849 220 €**.

Ces engagements sont évalués en fonction des subventions attribuées, déduction faite des charges déjà engagées à la clôture de l'exercice relative aux programmes d'action en cours.

	VARIATION DES FONDS DEDIES ISSUS DE :	Année	Montant initial	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
						Montant Global	Dont remboursements		Montant Global	Dont Fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation	<u>Etat, Autres Administrations de l'Etat</u>									
	ARS - Convention 2022-2026	2022	1 173 900	794 725		303 307	0	0	491 418	0
	<u>Collectivités Territoriales</u>									
	REGION OCCITANIE - Programmes d'actions continues 2022	2022	95 000	1 645		1 645	0	0	0	0
	REGION OCCITANIE - Programmes d'actions continues 2023	2023	90 000	83 337		77 332	0	0	6 005	0
	REGION OCCITANIE - Programmes d'actions continues 2024	2024	90 000	0		7 213	0	0	82 787	0
	TISSEO- Infrastructures de transports collectifs	2022	34 392	5 234		5 234	0	0	0	0
	TISSEO- Plan de surveillance qualité de l'air intérieur	2022	40 833	10 712		10 712	0	0	0	0
	TISSEO - Air intérieur	2023	32 401	1 967		1 967	0	0	0	0
	TISSEO - Qualité de l'air extérieur	2023	31 969	15 157		12 230	0	0	2 927	0
	TISSEO - Avenant n°3 (Port St Sauveur)	2023	10 612	10 612		9 296	0	0	1 316	0
	TISSEO - Evaluation Qualité de l'air infrastructures	2024	12 498	0		5 414	0	0	7 084	0
	TISSEO - Evaluation Qualité de l'air enceinte métro	2024	43 430	0		23 279	0	0	20 152	0
	Ville de Lescout	2022	69 474	3 290		3 290	0	0	0	0
	PERPIGNAN MEDITERRANÉE MÉTROLE CU - Accompagnement ZFE-m	2023	20 500	14 578		14 578	0	0	0	0
	ANDORRE - Avenant 1 Mise en place inventaire émissions perennes	2023	17 000	14 791		14 791	0	0	0	0
	DECOSET - suivi environnemental supplémentaire Uve Toulouse-Mirail	2023	61 800	58 061		31 511	0	0	26 550	0
	Ville de Nîmes	2024	25 200	0		18 655	0	0	6 545	0
	<u>Activités Industrielles</u>									
	ASTEO -Mesures autour de l'incinérateur de boues-Printemps-Automne 2023	2023	30 378	23 450		23 450	0	0	0	0
	ASTEO -Mesures autour de l'incinérateur de boues-Printemps-Automne 2024	2024	31 897	0		9 454	0	0	22 443	0
	ASF – Effets mise en place haies arborées	2016	242 890	59 880		13 810	0	0	46 070	0
	ESSO-Avenant 4 à la convention pluriannuelle d'objectifs 2017-2023	2022	361 002	265 871		134 947	0	0	130 924	0
	SNAM - Suivi post-incendie	2024	40 303	0		35 303	0	0	5 000	0
	TOTAL		2 555 478	1 363 310	0	757 418	0	0	849 220	0

Le tableau ci-dessous récapitule les effectifs en équivalent temps plein pendant l'exercice.

EFFECTIFS	31/12/2024	31/12/2023
Ingénieurs et Cadres	33.30	25.64
Agents de maîtrise et Techniciens	16.30	20.36
Employés	0	0
Ouvriers	0	0
TOTAL	49.60	46.00

✓ **PRODUITS FINANCIERS**

Au 31/12/2024, les **intérêts financiers** s'élèvent à :

- 56 333 € pour les placements sur comptes à terme
- 2 197 € pour les placements sur Livret A et livret Associations
- 179 € pour les parts sociales

✓ **TAXE GÉNÉRALE SUR LES ACTIVITÉS POLLUANTES**

Les versements libératoires au titre de la Taxe Générale sur les Activités Polluantes effectués par les organismes concernés en 2024 au titre de 2023, sont affectés au budget de l'année 2024 quel que soit leur date tardive de versement (fin d'exercice ou début d'exercice suivant).

Les versements effectués en 2024 au titre de la taxe 2024, sont comptabilisés au 31/12/2024 en Produits Constatés d'Avance pour un montant de 110 400 €.

La part de **TGAP perçue** affectée à l'acquisition d'immobilisations est traitée comme une subvention d'investissement.

Le **total de la TGAP perçue s'élève à 914 735 €** et est affectée comme suit :

- 606 644 € à l'investissement,
- 244 401 € en subventions de fonctionnement
- 63 690 € en cotisations d'adhésion annuelle

✓ **Contributions volontaires**

Des contributions volontaires sont effectuées à titre gratuit par les membres de l'Association.
Pour l'année 2024, elles s'élèvent à 550 heures.

Dans le cadres de notre activité, une vingtaine de locaux ou emplacements sont mis à disposition à titre gracieux par nos partenaires afin d'y installer notre matériel de mesures.
Ces éléments n'ont pas pu faire l'objet de valorisation.

Charges à Payer

ATMO OCCITANIE

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 16/05/25



MONTANT DES CHARGES À PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	112 351
Dettes fiscales et sociales	231 608
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	5 549
Autres dettes	
TOTAL	349 508

Au 31/12/2024, il est constaté :

- > 112 351 € de factures fournisseurs "non parvenues"
- > 231 608 € de provisions pour dettes fiscales et sociales
- > 5 549 € d'intérêts courus à payer sur emprunts